



Communiqué de presse
Paris, le 8 février 2017

Initiative Citoyenne Européenne (ICE) et démocratie participative: La société civile plus que jamais déterminée à demander à l'UE l'arrêt de l'utilisation du glyphosate, herbicide cancérigène le plus vendu au monde.

Une coalition de 38 ONG lance ce jour la [collecte des signatures d'une ICE](#) visant à interpeller fermement la Commission européenne sur ce dossier du glyphosate. Ainsi, des citoyens sont réunis ce jour à Bruxelles, Madrid, Rome, Berlin ou encore Paris pour lancer une ICE visant à interdire le glyphosate, à améliorer l'évaluation des risques des pesticides par l'UE et réduire l'utilisation de pesticides toxiques dans l'UE.

Cette ICE est soutenue par une large coalition paneuropéenne de 38 organisations de 14 pays, dont pour la France l'Association des médecins alerte pesticides, le Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, la Confédération paysanne, le Criigen, Eau et Rivières de Bretagne, Générations Futures, et pour l'UE Greenpeace, HEAL, Pesticide Action Network Europe, WeMove.EU etc¹.

« **La législation européenne exige un niveau élevé de protection des personnes et de l'environnement contre les pesticides dangereux. Cependant, la procédure d'autorisation actuelle basée sur des études dont nous n'avons pas les détails et financées par l'industrie mine cet objectif.** » déclare François Veillerette, porte-parole de Générations Futures. « **Il n'est pas acceptable qu'aujourd'hui en Europe nous continuions d'exposer des populations entières, et tout particulièrement les groupes les plus vulnérables, aux dangers sanitaires que représentent l'usage de ces pesticides. Il est clairement indiqué dans la législation européenne sur les pesticides que ces produits ne peuvent être utilisés que lorsque toutes les autres méthodes ont échoué. De même, les Etats-membres sont tenus de réduire l'impact de l'utilisation globale des pesticides. Or force est de constater que l'UE et les Etats Membres ne mettent pas tout en œuvre pour atteindre ces objectifs, d'où la mobilisation de la société civile, notamment au travers de cette ICE, pour les rappeler à leur devoir.** » ajoute-il

« **Au sein de WeMove nous défendons l'idée d'une démocratie européenne menée par les citoyens. Les décisions ne doivent pas être dominées par les intérêts des grandes entreprises. L'ICE est à ce titre un outil participatif dont les citoyens doivent se saisir pour peser dans les processus décisionnels de l'Union Européenne. Lorsque nous aurons obtenu un million de signatures, la Commission européenne devra prendre note et répondre formellement à nos demandes.** » Explique Claire Chauvet de WeMove. « **Nous avons jusqu'au 25 janvier 2018 pour atteindre cet objectif, mais étant donné que la Commission européenne devra prendre une décision sur la ré-homologation du glyphosate d'ici la fin de 2017, il nous faut collecter le million de signatures avant l'été.** » insiste-t-elle.

« **Le CRIIGEN soutient cette initiative car l'interdiction du glyphosate par la Commission européenne entrainera de fait l'interdiction de toutes les herbicides commercialisés à base de glyphosate autorisés dans les Etats membres, qui sont des poisons encore bien plus dangereux que la molécule en elle-même.** » déclare Arnaud Apoteker, administrateur du Criigen.

Pour participer à cette ICE #StopGlyphosate, les citoyens de l'UE sont invités à signer soit sur les sites des partenaires nationaux (pour la France) <http://www.generations-futures.fr/glyphosate/signez-ice/> soit sur <http://www.stopglyphosate.org/fr> et suivre la procédure simple en deux étapes.

Retrouver plus de détails sur cette ICE dans notre dossier de presse à télécharger ici : <http://www.generations-futures.fr/glyphosate/lancement-ice>

Contacts presse
Générations Futures : François VEILLERETTE – 06 81 64 65 58
WeMove : Claire CHAUVET- 06 45 61 78 19

¹ Voir les partenaires ici <http://www.banglyphosate.eu/>